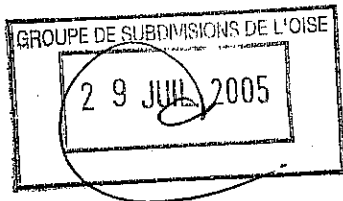


PREFECTURE DE L'OISE



Arrêté du 26 juillet 2005 mettant en demeure la société
GIMA à Beauvais de régulariser
la situation administrative de ses installations

LE PREFET DE L'OISE
Officier de la Légion d'honneur

Vu

L'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du
code de l'environnement ;

Le code de l'environnement, notamment son livre V, titre I^{er}, relatif aux
installations classées pour la protection de l'environnement ;

la loi 2000.321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs
relations avec les administrations ;

Le décret 53.578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature
des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des
dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement,
reprises au livre V, titre I^{er} du code de l'environnement ;

le décret 83.1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre
l'administration et les usagers ;

l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitement de
surface ;

L'arrêté d'autorisation en date du 6 octobre 1998 délivré à la société GIMA
pour ses activités exercées sur son site de BEAUVAIS ;

Le rapport en date du 18 juillet 2005 de l'inspection des installations classées ;

Considérant

Que la société GIMA exploite à BEAUVAIS des installations de traitement de surface (rubrique 2565-2a), dont le volume des bains de traitement est passé de 14788 litres à 24573 litres ;

Que la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement des activités de travail mécanique des métaux et alliages exercées sur son site de BEAUVAIS soumises à autorisation, est passée de 10000 kW à 14860 kW ;

Que les modifications apportées par la société GIMA au fonctionnement des installations devraient être portées à la connaissance de Monsieur le Préfet de l'OISE avant leur réalisation conformément aux prescriptions de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 ;

Que la société GIMA ne bénéficie pas pour son site de BEAUVAIS de l'autorisation requise pour exploiter ses installations telles qu'elles ont été modifiées ;

Que les activités exercées par la société GIMA sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement notamment pour le caractère potentiellement polluant des activités de dégraissage de pièces exercées ;

Qu'il y a lieu de contraindre la société GIMA à satisfaire aux exigences des dispositions susvisées ;

Qu'il convient dans ces conditions de prendre les mesures propres à assurer la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement et de faire application des dispositions de l'article L. 514-2 du même code, en mettant en demeure la société GIMA de régulariser la situation administrative de ses installations de BEAUVAIS ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise ;

ARRETE**ARTICLE 1^{er} :**

La société GIMA dont le siège social et les installations sont situés au 41 avenue Blaise Pascal - BP 60223 - 60002 BEAUVAIS CEDEX est mise en demeure de régulariser la situation administrative de ses installations exploitées à BEAUVAIS sous un délai de trois (3) mois à compter de la notification du présent arrêté en déposant en Préfecture un dossier établi conformément aux articles 2 et 3 du décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 ;

ARTICLE 2 :

En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté dans les délais prescrits, les sanctions administratives prévues à l'article L. 514-2 du code de l'environnement pourront être appliquées, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, Madame le maire de Beauvais, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Picardie, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 26 juillet 2005

Pour le Préfet
Le sous-préfet directeur de cabinet,



Jean-Guy MERCAN

DESTINATAIRES :

Messieurs Harvent et Frouard
Responsables de la Société Gima
41, avenue Blaise Pascal
60000 Beauvais

Madame le Maire de Beauvais

➔ Monsieur l'inspecteur des installations classées
s/c de Monsieur le chef de groupe des subdivisions
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
283, rue de Clermont – ZA la Vatine – 60000 Beauvais